

## REPÈRES ÉTRANGERS

(1<sup>er</sup> MAI – 30 JUIN 1999)

### ALLEMAGNE

23 mai 1999 : **Élection présidentielle.** Johannes Rau, 68 ans, social-démocrate qui fut ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie pendant vingt ans, est élu président fédéral au second tour de scrutin avec 690 voix des 1 338 délégués de l'Assemblée fédérale – composée des membres du Bundestag et d'un nombre égal de délégués des *Landtage* (parlements locaux) –, soit 20 de plus que la majorité absolue requise, contre 572 à Dagmar Schipanski, 55 ans, originaire d'Allemagne de l'Est, CDU/CSU, physicienne. Il lui avait manqué 13 voix au premier tour où était également candidate Uta Ranke-Heinemann, 76 ans, fille de l'ancien président Gustav Heinemann, présentée par le PDS. Rappelons que Johannes Rau a épousé la petite-fille de Gustav Heinemann... Outre le soutien des 661 délégués de la majorité sociale-démocrate et écologiste, il a aussi bénéficié de 29 suffrages de délégués du parti libéral, formation d'opposition.

Johannes Rau devient le huitième président fédéral et le deuxième chef de l'État social-démocrate après Gustav Heinemann. Johannes Rau succède à Roman Herzog, 65 ans, CDU, également ancien président du Tribunal constitutionnel fédéral (*Le Figaro*, 24 mai 1999 ; *Libération*, 24 mai 1999 ; *Le Monde*, 23-24 et 25 mai 1999 ; *Documents*, avril-mai-juin 1999).

197

13 juin 1999 : **Élections européennes.** Les résultats des élections européennes sont catastrophiques pour la coalition au pouvoir dont c'était le premier test électoral véritable depuis les élections de septembre 1998. Avec 30,7 % des suffrages, le SPD obtient un résultat plus médiocre qu'en 1994 (32,2 %) et perd 10 points par rapport aux législatives tandis que la CDU/CSU progresse de 13 points et obtient un gain de 6 députés. Les Verts partagent le sort de leurs partenaires gouvernementaux, tombant de 10,1 à 6,4 %, mais réussissent à maintenir une représentation. Grâce aux 23 % obtenus en ex-RDA (contre 1,3 % à l'Ouest), le PDS

---

\* Université de Poitiers.

*Élections européennes en Allemagne*

Inscrits	60 786 904				
Votants	27 468 932	45,2	-14,8		
Nuls	409 659	1,5			
Suffrages exprimés	27 059 273				
<i>Partis</i>	<i>Voix</i>	<i>%</i>	<i>Évolution</i>	<i>Sièges</i>	<i>Évolution</i>
CDU (chrétiens-démocrates)	10 628 224	39,3	+7,3	43	+6
CSU (chrétiens-sociaux de Bavière)	2 540 007	9,4	+2,6	10	
SPD (sociaux-démocrates)	8 307 085	30,7	-1,5	33	-7
198 GRÜNE (Verts)	1 741 494	6,43	-3,7	7	-5
PDS (ex-communistes)	1 567 745	5,8	+1,1	6	+6
FDP (libéraux)	820 371	3,0	-1,1	0	=
REP (Républicains, extrême droite)	461 038	1,7	-2,2	0	=
<i>Tierschutz</i> (Protection des animaux)	185 186	0,7	+0,7	0	=
NPD (extrême droite)	107 662	0,4	+0,2	0	=
GRAUE (retraités)	112 142	0,4	-0,4	0	=
<i>Die FRAUEN</i> (féministes)	100 128	0,4	+0,4	0	=
ÖDP (extrême gauche)	100 048	0,4	-0,4	0	
Autres	388 194	1,4	-3,3	0	

(ex-communistes) obtient pour la première fois 6 élus. Le FDP s'enfonce toujours plus, ne recueillant que 3 %. La participation qui est tombée à 45,2 % est la plus faible de tous les scrutins depuis les débuts de la République fédérale (*Libération*, 4 et 17 juin 1999 ; *Le Monde*, 15 et 17 juin 1999 ; *Courrier international*, 24 juin 1999 ; [www.statistikbund.de/wahlen/euro99](http://www.statistikbund.de/wahlen/euro99)).

## BELGIQUE

13 juin 1999 : **Élections législatives.** Outre leurs députés européens, les Belges devaient élire 5 chambres : la

Chambre des représentants (150 députés dont 91 flamands et 59 francophones), le Sénat (élection directe de 40 des 71 sénateurs dont 25 flamands et 15 wallons), les conseils régionaux wallon, flamand et de Bruxelles-capitale.

Les chrétiens-sociaux et les socialistes, au pouvoir sans interruption depuis douze ans, sont les grandes victimes de ce que l'on a appelé les « élections dioxine ». Cette défaite profite avant tout aux libéraux qui, pour la première fois de leur histoire, deviennent la principale famille politique du royaume (cf. *RE*, 75). Chrétiens-sociaux et socialistes perdent également la majorité aux conseils de Flandre et de Wallonie.

*Chambre des représentants*

Inscrits	7 343 464				
Votants	6 656 709				
Blancs et nuls	437 931				
Suffrages exprimés	6 218 778				
<i>Partis</i>	<i>Voix</i>	<i>%</i>	<i>Évolu- tion</i>	<i>Sièges</i>	<i>Évolu- tion</i>
VLD (libéraux flamands)	888 765	14,3	+1,2	23	+2
CVP (chrétiens-sociaux flamands)	875 455	14,1	-3,1	22	-7
PS (socialistes wallons)	631 653	10,2	-1,7	19	-2
PRL-FDF (libéraux wallons)	630 220	10,1	-0,2	18	=
Vlaams Blok (extrémistes flamands)	613 399	9,9	+2,1	15	+4
SP (socialistes flamands)	596 939	9,6	-3,0	14	-6
ECOLO (écologistes wallons)	457 283	7,4	+3,4	11	+5
AGALEV (écologistes flamands)	435 685	7,0	+2,6	9	+4
PSC (sociaux-chrétiens wallons)	365 318	5,9	-1,8	10	-2
VU-ID (Volks Unie, extrémistes flamands)	345 568	5,6	+0,9	8	+3
FN (Front national, extrême droite)	90 401	1,5	-0,8	1	-1
Autres	288 492	4,1	+0,7	0	=

199

Les chrétiens-sociaux ont perdu 9 mandats et leurs partenaires socialistes 8, tandis que les libéraux totalisent 41 sièges. Les autres vainqueurs sont les écologistes qui atteignent 20 élus et les extrémistes flamands du Vlaams Blok qui, avec 15 sièges ont 4 représentants supplémentaires et deviennent le premier parti d'Anvers, de Gand et de Malines. Un nouveau parti, VIVANT, animé par l'industriel Roland Duchatelet, prônant le revenu minimum universel, atteint 3 % (*Le Figaro*, 14 juin 1999 ; *Libération*, 31 mai, 10, 12-13 juin 1999 ; *Le Monde*, 11, 15, 16 juin 1999 ; ambassade de Belgique ; <http://elections.advalvas.be>).

## ESPAGNE

13 juin 1999 : **Élections européennes et régionales**. Les deux grands partis ont de fortes raisons d'être satisfaits des élections européennes et régionales partielles qui ont eu lieu le même jour. Le Parti populaire devance le Parti socialiste et ne connaît qu'une très faible érosion (-0,37). Les socialistes semblent sortir de leurs difficultés et progressent de 4,5 points, essentiellement au détriment de la coalition de la gauche communiste (voir *tableau*).

Aux élections régionales concernant 13 communautés autonomes et locales, le parti populaire devance un PSOE qui

*Élections européennes en Espagne*

Inscrits	32 944 451				
Votants	21 209 685	64,38	-5,24		
Abstentions	11 734 766	35,62	+5,24		
Blancs	359 312	1,69			
Nuls	166 177	0,78			
<i>Partis</i>	<i>Voix</i>	<i>%</i>	<i>Évo- lution</i>	<i>Sièges</i>	<i>Évo- lution</i>
Parti populaire	8 364 767	39,75	-0,37	27	-1
PSOE/PR (socialistes)	7 420 035	35,26	+4,47	24	+2
200 IU-EUIA (Gauche unie, communistes)	1 213 254	5,77	-7,67	4	-5
CiU/UDC-CDC (Convergence et Union [catalan])	934 259	4,44	-0,22	3	=
CE	676 287	3,21	+3,21	2	+2
CN+EP	611 801	2,91	+2,91	2	+2
EH	306 508	1,46	+0,49	1	+1
BNG (Bloc nationaliste galicien)	347 205	1,65	+0,90	1	+1
VERDES (écologistes)	299 851	1,42	+1,42	0	=
LV-GV	137 038	0,65	+0,65	0	=
UC-CD (Union du Centre, Centre démocratique et social)	41 496	0,20	-0,79	0	=
Autres	331 695	3,28	-5,0	0	-2

résiste bien. Le PP remporte 40 des 50 capitales de province et ne perd qu'une région (les Asturies) en raison de querelles internes. De son côté, le PSOE se renforce dans ses fiefs d'Estrémadure et de Castille-La Manche. Il s'impose à Barcelone sur les Catalans de CiU. Les partis nationalistes et locaux progressent en Galice, aux Canaries et au Pays basque. Dans cette dernière Communauté, les indépendantistes de Herri Batasuna deviennent le deuxième parti au détriment des nationalistes modérés d'Eusko Alkartasuna (Solidarité basque) et du PNV (Parti nationaliste basque)

(*Libération*, 29-30 mai, 12-13 juin 1999 ; *Le Monde*, 6-7, 12, 15 et 16 juin 1999 ; [www2.europarLeu.int/élection](http://www2.europarLeu.int/élection) ; <http://195.76.129.134/Min.htm>).

## ÉTATS-UNIS

30 juin 1999 : « **Procureurs indépendants** ». La loi « sur l'éthique gouvernementale » qui avait créé la fonction de procureur spécial devenu ensuite « procureur indépendant », adoptée en 1978 et au cœur de l'affaire Monica Lewinsky, était renouvelable tous les cinq ans. Elle arrivait à son terme au 30 juin 1999.

Cette loi confiait à un magistrat indépendant nommé par un collège de juges toute enquête sur un haut responsable de l'administration. Elle manifestait une défiance à l'égard du département de la Justice et avait conduit à 20 enquêtes et une procédure d'*impeachment*.

Le Congrès a préféré y mettre fin définitivement en ne la prorogeant pas. Le procureur Starr était lui-même favorable à une telle mesure.

Cinq procureurs actuellement en fonctions vont terminer leur enquête, y compris le procureur Starr pour les activités du couple Clinton en Arkansas. Sont également concernés le ministre du Travail, le ministre de l'Intérieur et les ex-ministres du Logement et de l'Agriculture (*Libération*, 16 avril 1999 ; *Le Monde*, 16 avril et 2 juillet 1999).

## GRANDE-BRETAGNE

6 mai 1999 : **Écosse et pays de Galles.** Suite logique des référendums des 11 et 18 septembre 1977 accordant une certaine autonomie à l'Écosse et au pays de Galles (cf. *RE*, 84), Écossais et Gallois ont été conviés à choisir respectivement 129 députés au parlement d'Édimbourg (Holyrood) – le premier depuis 1707 – et 60 représentants à l'assemblée régionale de Cardiff.

En Écosse, le Labour, favorable à une semi-autonomie écossaise, l'emporte avec 33,6 % des voix et 56 sièges, mais il n'obtient pas la majorité absolue (65). Le Scottish National Party (SNP), séparatiste, d'Alex Salmond est en deçà de ses espérances, obtenant cependant 27,3 % des voix et 35 sièges. Les libéraux-démocrates font également très bonne figure avec 12,4 % des voix et 17 élus, talonnant les conservateurs qui recueillent 15,4 %

des suffrages et 18 élus. 3 sièges vont à diverses petites formations (Parti vert écossais, Parti socialiste écossais et un indépendant). La participation a été de 58,7 %.

Au pays de Galles, les travaillistes frôlent la majorité absolue avec 28 sièges sur 60, recueillant 35,5 % des suffrages, le Plaid Cymru (nationaliste gallois) en obtient 17 avec 30,6 % des voix, les conservateurs 9 pour 16,5 % des voix et les libéraux-démocrates 6 avec 12,5 % des suffrages. La participation a été de 45 %.

Ce « Super-Thursday » (il y avait également des élections locales pour 13 000 sièges dans 237 *English shire districts*, 35 *English unitary authorities*, 36 *metropolitan districts* en Angleterre ; 22 *unitary authorities* au pays de Galles) voyait l'irruption d'une forte dose de représentation proportionnelle dans les scrutins britanniques. En Écosse à côté des 73 députés élus au système uninominal majoritaire à un seul tour, 56 l'étaient à la représentation proportionnelle. Au pays de Galles le rapport était respectivement de 40 élus directs et 20 élus à la proportionnelle. On notera que, si le système traditionnel avait été intégralement maintenu, les travaillistes auraient eu plus de 75 % des sièges en Écosse et 67 % au pays de Galles.

Ce beau résultat travailliste en Écosse et au pays de Galles masque en fait une érosion du Labour, qui recule aux élections locales au bénéfice des conservateurs, lesquels parviennent à stopper leur chute continue depuis quelques années.

La dévolution des pouvoirs sera la plus forte en Écosse où les nouvelles autorités seront compétentes pour la santé, l'éducation, la justice et la police, et auront un pouvoir limité de voter

*Élections européennes en Grande-Bretagne*

<i>Partis</i>	<i>Voix (%)</i>	<i>Évolution</i>	<i>Sièges</i>	<i>Évolution</i>
Parti conservateur	35,8	+9	36	+18
Parti travailliste	28	-14,7	29	-33
Parti libéral-démocrate	12,7	-3,4	10	+8
SNP (Parti national écossais)	2,7	-0,4	2	=
SDLP (Parti travailliste et social-démocrate d'Irlande du Nord)	1	=	1	=
DUP (Parti unioniste démocrate d'Ulster [protestant])	1	=	1	=
UUP (Parti unioniste de l'Ulster)	1	+0,2	1	=
202 Plaid Cymru (nationalistes gallois)	1,8		2	=
Green Party (écologistes)	6,2		2	+2
UK IP (Parti de l'Indépendance du Royaume-Uni)	7		3	+3
Divers	5,8	-2,7		

l'impôt, pouvant faire varier le taux de base de l'impôt sur le revenu de 3 pences par livre. Monnaie, affaires étrangères et politique économique leur échappent.

C'est le travailliste Donald Dewar, 61 ans, secrétaire d'État pour l'Écosse, qui a été désigné comme Premier ministre de l'Écosse autonome et le travailliste Alun Michel qui est à la tête de l'exécutif gallois (*Le Figaro*, 15 mai 1999 ; *Libération*, 4 au 8-9 mai 1999 ; *Le Monde*, 6 au 8, 14 et 15 mai 1999 ; *Courrier international*, 12 mai et 24 juin 1999 ; *www.klipsan*, 10 mai 1999 ; *www-public.rz.uni-duesseldorf.de*).

10 juin 1999 : **Élections européennes.** Pour les élections européennes de 1999, le Royaume-Uni s'alignait sur les autres États en introduisant la représentation proportionnelle. Les travaillistes permettent ainsi aux conservateurs, oppo-

sés à ce mode de scrutin, de multiplier par deux leurs sièges et à Tony Blair de perdre la moitié de ses élus. Les conservateurs sont les grands vainqueurs de ce scrutin, progressant de 9 points face aux travaillistes, qui chutent de 14,7 par rapport à 1994. Le Parti de l'Indépendance du Royaume-Uni, héritier du Parti du Référendum de Jimmy Goldsmith, très anti-européen, fait son entrée à Strasbourg, ainsi que les Verts, opposés à l'Europe des marchés et à l'euro. C'est à un éparpillement de la représentation que l'on assiste (*Libération*, 2, 10 au 12-13 juin 1999 ; *Le Monde*, 12 et 15 juin 1999 ; *www2.Europarl.eu.int/élection*).

ISRAËL

17 mai 1998 : **Premier ministre.** Ehoud Barak, 57 ans, soldat le plus décoré d'Israël, candidat du Parti travailliste,

est élu Premier ministre avec 1 791 020 (56,08 %) suffrages contre 1 402 474 (43,9 %) à Benjamin Netanyahu, Premier ministre, 49 ans, leader du Likoud, sortant qui avait été élu le 29 mai 1996 (cf. *RE*, 79). Si les candidats ont été nombreux au départ, ils se sont retirés les uns après les autres, ne laissant plus face à face que les représentants du Likoud et du Parti travailliste (*Le Figaro*, 18 et 19 mai 1999 ; *Le Monde*, 14,15,18 et 19 mai 1999).

## ITALIE

13 mai 1999 : **Élection présidentielle.** Carlo Azeglio Ciampi, 78 ans, ministre du Trésor, du Bilan et de la Programmation, ancien gouverneur de la Banque d'Italie, président du Conseil en 1993, est élu président de la République au premier tour par un collège de 1 010 grands électeurs dont 942 parlementaires, 10 sénateurs à vie et 58 délégués régionaux.

*Élections européennes en Italie*

203

<i>Partis</i>	<i>Voix (%)</i>	<i>Évolution</i>	<i>Sièges</i>	<i>Évolution</i>
Forza Italia (Silvio Berlusconi)	25,2	-5,4	22	-5
PDS (Parti démocratique de la gauche [ex-communistes])	17,4	-1,7	15	-1
Alliance nationale ([ex-néofascistes]/Segni)	10,3	-2,5	9	-2
Liste Bonino (radical)	8,5	+6,4	7	+5
I Demo (Romano Prodi)	7,7		7	+7
Ligue du Nord (Umberto Bossi)	4,5	-2,1	4	-2
PPI (Parti populaire italien [démocrate-chrétien])	4,3	-5,7	4	-4
RC (Refondation communiste)	4,3	-1,8	4	-1
CCD (Centre chrétien-démocrate)	2,6		2	+2
SDI (sociaux-démocrates)	2,1	+0,3	2	=
CDU (Unité chrétienne-démocrate [dissidents du PPI])	2,1		2	+2
CI	2		2	+2
Fed V	1,8	-1,4	2	-1
MSI-FT (Mouvement social italien, Flamme tricolore [néofascistes])	1,6		1	+1
UDEUR	1,6		1	+1
RI (Renouveau italien Lamberto Dini)	1,1		1	+1
Pension	0,7		1	+1
PRI/Lib (Républicains/Libéraux)	0,5	-0,2	1	=
Divers	1,7	+0,1		

Candidat totalement neutre politiquement, très respecté, artisan du redressement financier de l'Italie, il a bénéficié du soutien de l'opposition de droite et de la majorité de centre gauche, obtenant 707 voix sur 990 votants, soit 71,4 %, contre 72 à Luciano Gasparini, Ligue lombarde, 21 à Pietro Ingrao, Refondation communiste, 10 à Giulio Andreotti et 6 à Bettino Craxi, tous les deux impliqués ou condamnés dans des affaires de corruption... Il devient le dixième président de la République italienne et succède à Oscar Luigi Scalfaro, élu en 1992.

204 Deux fois seulement, un chef de l'État avait été élu dès le premier tour, obtenant la majorité nécessaire des deux tiers : Enrico De Nicola, libéral antifasciste en 1946, et Francesco Cossiga, démocrate-chrétien, en juin 1985 (*Le Figaro*, 13 et 15 mai 1999 ; *Libération*, 8 mars, 13 et 14 mai 1999 ; *Le Monde*, 13 au 15 mai 1999 ; *Courrier international*, 20 mai 1999).

13 juin 1999 : **Élections européennes.** Même si le bloc de centre droit l'emporte, il chute cependant par rapport à 1994. Mais si l'on ajoute les voix de l'Alliance nationale de Gianfranco Fini en net recul, la droite est cependant majoritaire, notamment si on y ajoute les deux petits partis démocrates-chrétiens CCD et CDU, membres du Pôle des libertés. La Ligue du Nord s'effondre avec 4,5 %.

Les partis de gauche sont en échec, et plus particulièrement le Parti populaire italien, aile gauche de la Démocratie chrétienne, qui recule très fortement.

Ce sont les démocrates du nouveau président de la Commission européenne, Romano Prodi, et la liste d'Emma Bonino, commissaire sortant, qui profitent de cette situation (*Libération*, 5-6 et 11 juin 1999 ; *Le Monde*, 15 juin 1999 ; *Courrier international*, 17 juin 1999 ; [www2.europar.eu.int/election](http://www2.europar.eu.int/election)).